



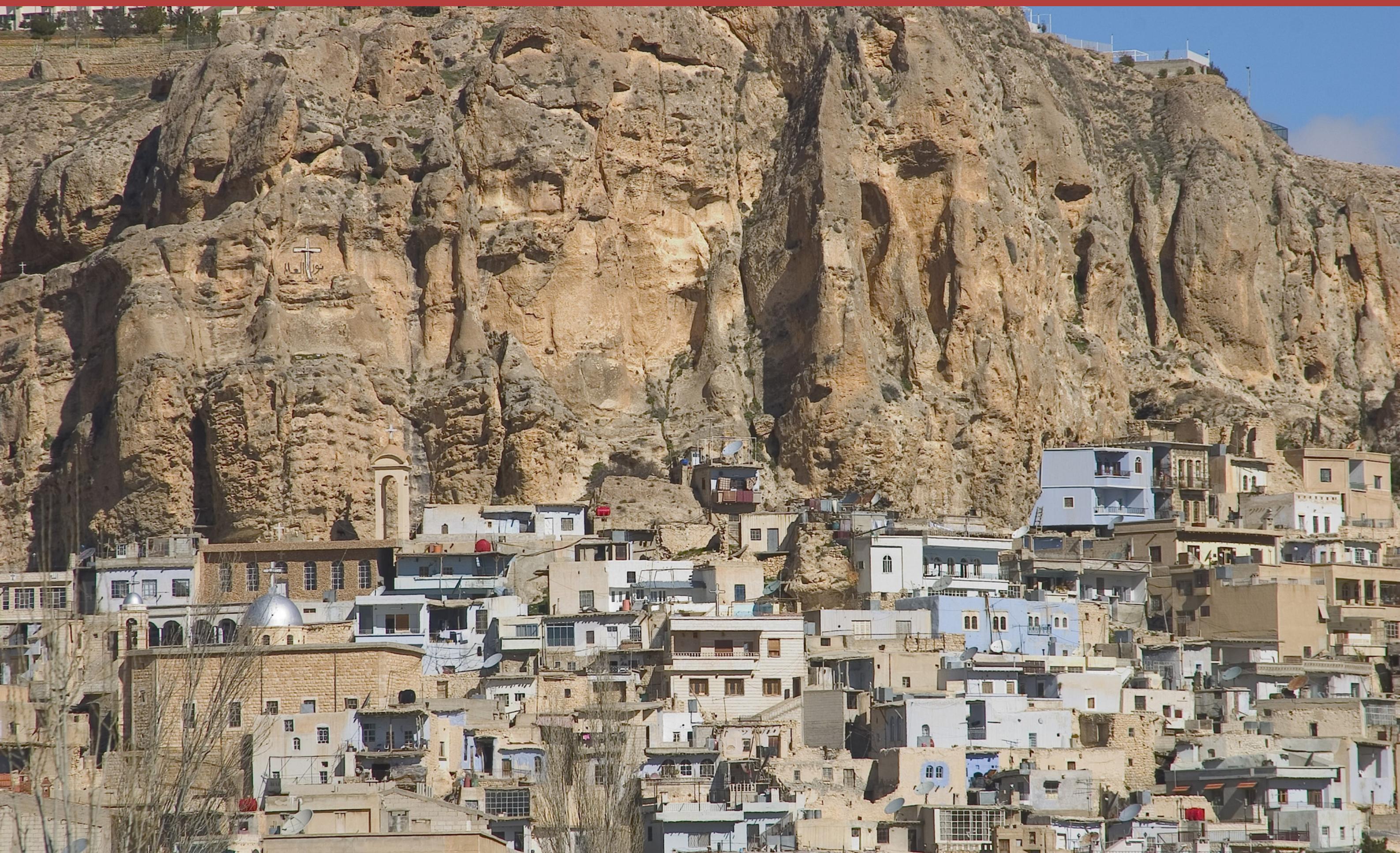
# LA SYRIE, 13 ANS APRÈS

N°14

# OBSERVATOIRE ETUDIANT DES RELATIONS INTERNATIONALES

FICHE SYNTHÈSE N°14

LA SYRIE,  
13 ANS APRÈS



**Romain JAFFUEL & Enzo PADOVAN (relecteur), "La Syrie, 13 ans après", Synthèse de l'OERI, Février 2024**



**Impulsé par des étudiants de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, l'OERI a pour ambition d'apporter sa pierre à l'édifice dans l'analyse du monde qui nous entoure.**

**Suivez-nous sur nos réseaux !**



**o.e.r.i officiel**



**oeri.fr**



**o.e.r.i officiel**



**oeri\_sgsl**

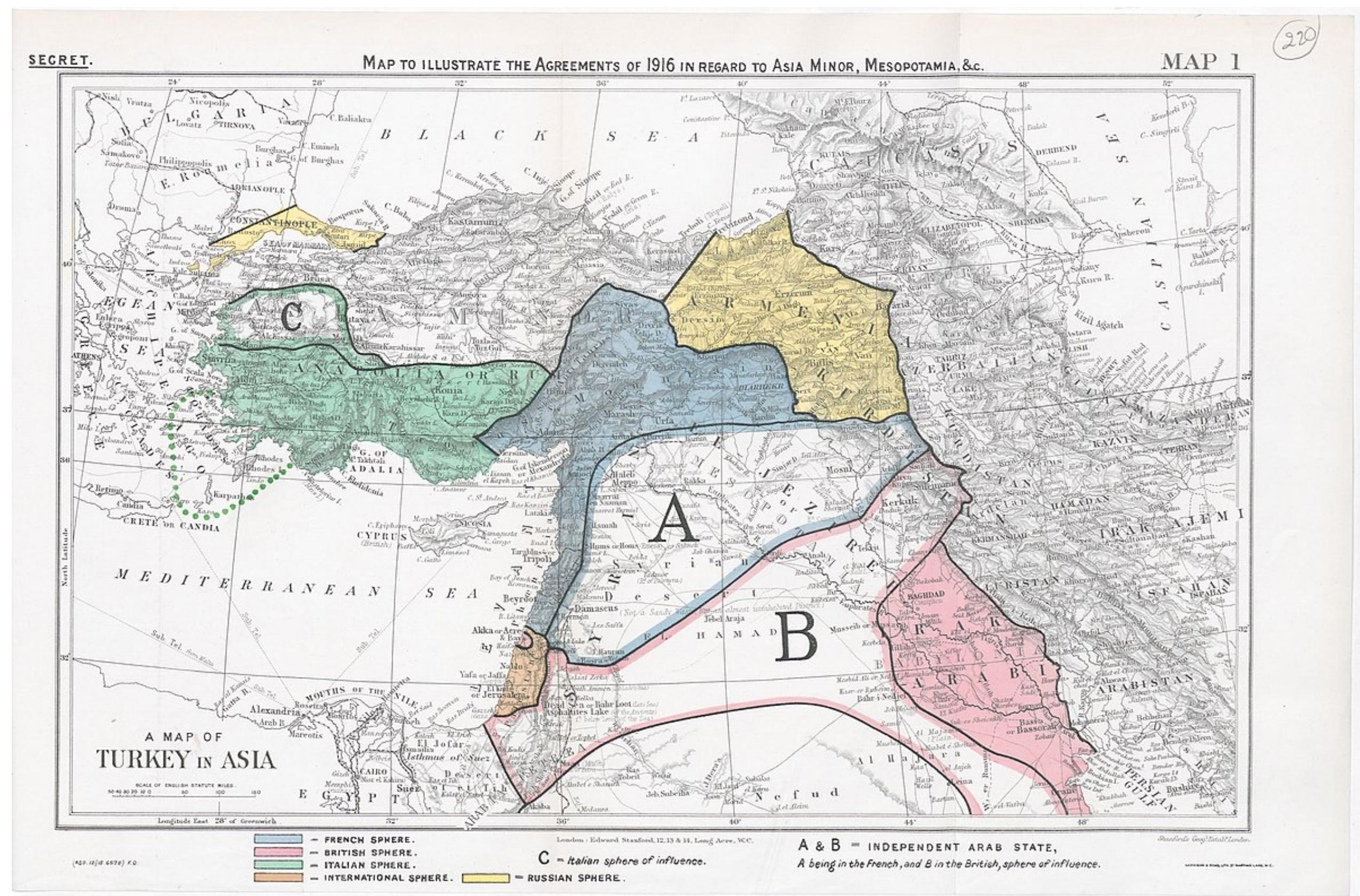


**OBSERVATOIRE ETUDIANT DES  
RELATIONS INTERNATIONALES**

**Observer ensemble les enjeux d'aujourd'hui et de demain.**

*Les images utilisées sont libres de droit. Les vues exprimées ne représentent que celles de leurs auteurs et non celles de l'OERI.*

L'histoire de la Syrie est celle d'un territoire perpétuellement occupé par ses voisins babyloniens, perses, grecs, romains et byzantins. Au XVIème siècle, ce sont les Ottomans qui s'y installent pour 400 ans, jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale. Le Proche-Orient est ensuite partagé entre les Français et les Britanniques lors des Accords de Sykes-Picot (carte ci-dessous).



Source : Wikimedia Commons

La région devient centrale pour les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale car elle est un carrefour majeur des routes d'approvisionnement, notamment avec le canal de Suez. Après la fin de la guerre, de nombreuses dissensions surviennent, forçant les Français à accorder une indépendance restreinte à la Syrie. Les relations France-Syrie se sont détériorées avec la Première guerre israélo-arabe de 1948 et les troupes françaises se sont progressivement désengagées.

S'ensuit alors une succession de coups d'État militaires qui installent des régimes autoritaires. Le parti Baas, socialiste et nationaliste, arrive au pouvoir en 1963 avec le général Amin al-Hafez. En 1970, un coup d'État survient au sein même du parti Baas portant au pouvoir Hafez al-Assad. Le régime est autoritaire avec une répression des opposants politiques et un contrôle des libertés individuelles. Hafez al-Assad a également permis de développer l'influence régionale de la Syrie, notamment auprès de l'Irak, de l'Iran ou encore du Liban.

En 1990, la chute du bloc soviétique entame le déclin de la puissance syrienne. La Syrie perd son principal partenaire commercial et connaît des difficultés économiques. En 1994, l'héritier d'Hafez al-Assad, Bassel al-Assad, meurt dans un accident de voiture. Cela contraint le président à faire de son deuxième fils, Bachar al-Assad, son successeur. À la mort de Hafez en 2000, le Parlement syrien abaisse l'âge minimal pour accéder à la présidence de 40 à 34 ans et Bachar al-Assad devient président de la République arabe syrienne.

# La Syrie, 13 ans de guerre civile (2011-2024)

L'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad a été un espoir de démocratisation du pays. Le dirigeant est alors tiraillé. D'un côté, il conduit les réformes démocratiques demandées par le peuple. Mais de l'autre, la vieille garde du parti Baas souhaite renforcer le contrôle du régime sur la population. Il décide alors de purger le parti de ses opposants et d'entamer la libéralisation de l'économie. Le but n'est pas de faire une transition vers la démocratie mais de modifier l'image de la Syrie pour attirer des investisseurs.

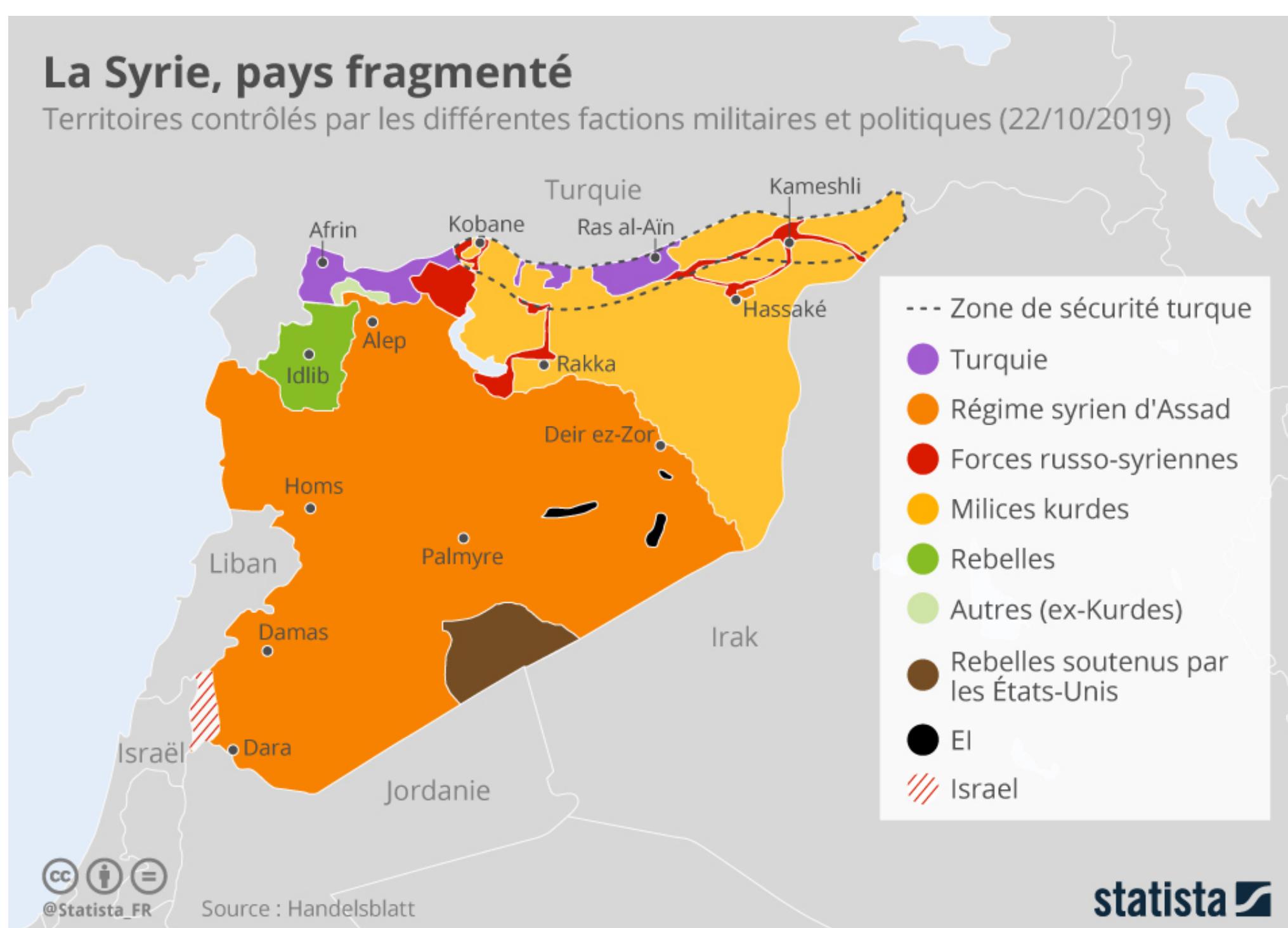
## Le Printemps arabe en Syrie

Cette Syrie en pleine mutation fait alors face à un évènement majeur : le Printemps arabe. Ce mouvement contestataire a débuté par des manifestations en Tunisie en décembre 2010 et s'est transformé en révoltes qui ont touché une vingtaine de pays au Maghreb et au Moyen-Orient. Les Printemps arabes sont à l'origine de 4 chutes de gouvernement et de 2 guerres civiles.

En Syrie, le mouvement du Printemps arabe débute à Deraa. Des enfants y ont été torturés après avoir fait un tag anti-Assad sur le mur d'une école. S'en sont alors suivies d'énormes manifestations réprimées avec une extrême violence. Dès l'été 2011, l'opposition commence un conflit armé et transforme irrémédiablement le mouvement en véritable guerre civile.

Au début du conflit, l'armée de Bachar al-Assad se résume à quelques divisions lui étant restées fidèles. En effet, le reste des militaires est maintenu dans les casernes, de peur que celles-ci passent dans l'opposition. Certaines divisions ont déserté tandis que d'autres ont fait sécession avec les rebelles.

L'opposition est mal organisée, avec des visions différentes pour la Syrie. L'Armée syrienne libre (ASL) est la principale force d'opposition. Son objectif est de mettre fin au règne de Bachar al-Assad et porte des valeurs plutôt démocratiques et nationalistes. Cependant, elle compte au sein de ses rangs une multitude de sous groupes extrémistes, aussi bien des radicaux laïcs que des radicaux islamistes. Ces tensions menacent l'unité du mouvement. D'un autre côté, les mouvements islamistes radicaux et djihadistes commencent à s'organiser et à rompre avec l'ASL.



Source : Statista (Handelsblatt)

## L'émergence de l'organisation État islamique

La montée du djihadisme dans la région fait suite à l'intervention américaine en Irak qui laissa de nombreux mécontents, surtout parmi la minorité sunnite. Ce ressentiment couplé au retrait des troupes américaines, à l'instabilité du nouveau gouvernement irakien et à la guerre civile syrienne permit l'émergence de l'organisation État Islamique (EI). En janvier 2014, l'EI rentre en conflit avec les principales forces d'oppositions, ce qui va profiter aux forces loyalistes du président al-Assad.

L'année 2014 marque le début de l'offensive fulgurante de l'EI. L'organisation continue son expansion en Syrie avec notamment la prise de Raqqa, sa future capitale, mais aussi en Irak contre une armée désorganisée. Le groupe terroriste prend par exemple la ville de Mossoul (au nord de l'Irak) après seulement 4 jours de combat. Ces différentes victoires, aussi rapides qu'inattendues, nourrissent la propagande de l'organisation. Cela permet à Abou Bakr al-Baghdadi, alors chef de l'organisation, de proclamer la "restauration du Califat" le 29 juin 2014.



L'image de l'EI est alors bien installée et de nombreux combattants quittent les forces rebelles pour rejoindre l'organisation islamiste djihadiste. Depuis le début du conflit, le pouvoir syrien a libéré de nombreux djihadistes et une coopération informelle entre l'État islamique et le régime de Bachar al-Assad s'installe. Cela permis la conquête de nombreux territoires par l'EI au détriment des autres rebelles. Assad obtient, par la suite, le soutien de la communauté internationale en se posant en rempart face aux barbaries des djihadistes.

*Abou Bakr al-Baghdadi*  
Source : Wikimedia Commons

Après les attentats de Paris du 13 novembre 2015, une coalition internationale est formée et le califat entame une phase de déclin qui s'achève en mars 2019 avec l'éradication complète des derniers bastions de l'organisation. Cependant l'EI est toujours présente de manière informelle en Syrie et perpétue de nombreux attentats et embuscades, ce qui participe encore aujourd'hui à l'instabilité du pays.

## Les crimes de guerres et crimes contre l'humanité

Outre sa complaisance avec Daesh, le régime de Bachar al-Assad est aussi responsable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le conflit aurait causé entre 400 000 et 600 000 morts dont au moins 13 000 sous la torture du régime. Le rapport César de l'ONU fait état de tueries de grande ampleur et de torture systématique des détenus. Ce rapport a été documenté par un photographe légiste de la police militaire syrienne (surnommé César) qui a transmis des milliers d'images de cadavres de prisonniers. Après avoir mené son enquête, *Human Rights Watch*, ONG internationale, en a conclu que les photos étaient authentiques. Les photos ont permis de mettre en évidence la complicité de l'administration syrienne dans ces crimes contre l'humanité.

La répression s'est accrue tout au long du conflit et le régime d'Assad a fait usage d'agents neurotoxiques. Ces armes chimiques ciblent le système nerveux et mènent à l'asphyxie de ses cibles. Assad aurait alors voulu continuer sa politique de torture et d'exécution en utilisant des armes capables de remplir cette mission à distance. De plus, il a bombardé les positions tenues par l'opposition en considérant tous les civils comme des complices des rebelles. L'extrême barbarie de sa méthode réside dans le fait que les agents neurotoxiques sont particulièrement efficaces sur les personnes à risque comme les enfants. C'est entre autres ce qui a valu à Bachar al-Assad le surnom de "Boucher de Damas".

Le point marquant de cette utilisation des armes chimiques se situe dans le massacre de la Ghouta. Le 21 août 2013, le régime d'al-Assad bombarde la banlieue de Damas au gaz Sarin et occasionne au moins 500 morts dont une centaine d'enfants. Les images des civils tués aux armes chimiques ont fait le tour du monde et ont fini de liguer la communauté internationale contre le régime d'Assad.

Les États-Unis et la Russie font signer un accord à Bachar al-Assad qui vise à la destruction du stock d'armes chimiques dans le pays. Néanmoins, cela ne l'empêche pas d'utiliser du gaz chloré comme le prouve les nombreuses enquêtes de l'OIAC (Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques) affiliée à l'ONU.

## Un terrain d'affrontement pour les puissances étrangères

### L'axe Moscou - Damas

Le 29 juillet 2023, le média "Grey Zone" affilié aux groupes de mercenaires Wagner (dont le drapeau figure sur l'image ci-contre) a dévoilé une statue commémorant la bataille de Khoucham qui a eu lieu le 7 février 2018 à Deir Ez-Zor. Après avoir repris cette ville aux mains de Daesh, les mercenaires russes se sont lancés à la conquête des zones sous contrôle kurdes alors que de nombreux soldats américains étaient présents pour sécuriser la zone. A cette époque, l'organisation agissait dans l'ombre et niait son association avec Moscou. Puis, en 2017, l'organisation a commencé à faire parler d'elle suite à la diffusion d'une vidéo dans laquelle on voit des mercenaires russes torturer puis décapiter un déserteur syrien.



Source : Wikimedia Commons

L'intervention officielle des forces armées russes sur le territoire syrien a débuté le 30 septembre 2015. Elle se manifeste principalement par des frappes aériennes sur toutes les forces rebelles. Selon le porte-parole du département d'État américain, John Kirby : "*90% des frappes russes étaient dirigées contre des civils et des rebelles et seulement 10% contre l'Etat Islamique*". Le but aurait été d'aider le gouvernement syrien et non de lutter contre le terrorisme. La Russie n'a pas hésité à frapper des hôpitaux et des bâtiments civils.

Les dirigeants russe et syrien, arrivés au pouvoir la même année, n'ont cessé de resserrer leur relations bilatérales. Poutine voudrait reconquérir la place qu'avait l'URSS en Syrie et souhaiterait pouvoir ravitailler ses navires en Méditerranée via le port de Tartous.

De plus, le 26 juin 2023, Poutine a annoncé avoir financé le groupe Wagner dans ses opérations d'ingérence, laissant penser que ses opérations controversées en Syrie étaient supervisées par le Kremlin. Enfin, la Syrie a été un terrain d'entraînement pour l'armée russe avant la guerre en Ukraine, tant pour tester son armement que pour tester les réactions des occidentaux.

## Le double jeu d'Erdogan

Dans le cadre de sa politique de bombardements intensifs, la Russie a violé à de nombreuses reprises l'espace aérien turc, occasionnant des tensions. Celles-ci culminent le 24 novembre 2015, lorsqu'un F-16 de l'aviation turc abat un bombardier Soukhoï Su-24 russe, menant à la mort du pilote. Cet événement mit en exergue l'incompatibilité des politiques russes et turques vis-à-vis de la Syrie.

Comme d'autres nations occidentales, la Turquie a rapidement apporté son soutien aux forces rebelles, croyant à tort à une chute rapide du régime d'Assad. Avec l'enlisement du conflit, la Turquie a opté pour un soutien total à tous les rebelles, en partie à cause de l'afflux massif de réfugiés sur son territoire. Selon Didier Billion (*l'Opinion*, 2015), le directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques : "Erdoğan a développé une obsession quasi pathologique contre Bachar, devenant l'un des principaux soutiens de la rébellion syrienne [...] et en étant complaisant avec l'État islamique". La Turquie a fourni des armes, laissé passer les djihadistes sur son territoire pour rejoindre Daesh et acheté le pétrole produit par ce dernier.

L'expansion de l'EI a alors eu un intérêt double pour la Turquie : affaiblir le régime d'Assad et persécuter les populations kurdes.

Le 24 septembre 2019, Erdogan a présenté à l'ONU son plan pour la Syrie : il voudrait constituer une zone tampon de 300km de long et 30km de large au nord du territoire syrien, pour y relocaliser près de 2 des 3,5 millions de réfugiés syriens accueillis sur son territoire. En plus de régler son problème de réfugiés, cette zone tampon aurait pour but d'affaiblir les forces kurdes. En effet, Erdogan voit le nord de la Syrie comme une base arrière pour le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), une organisation politique armée qui commet de nombreux attentats en Turquie.

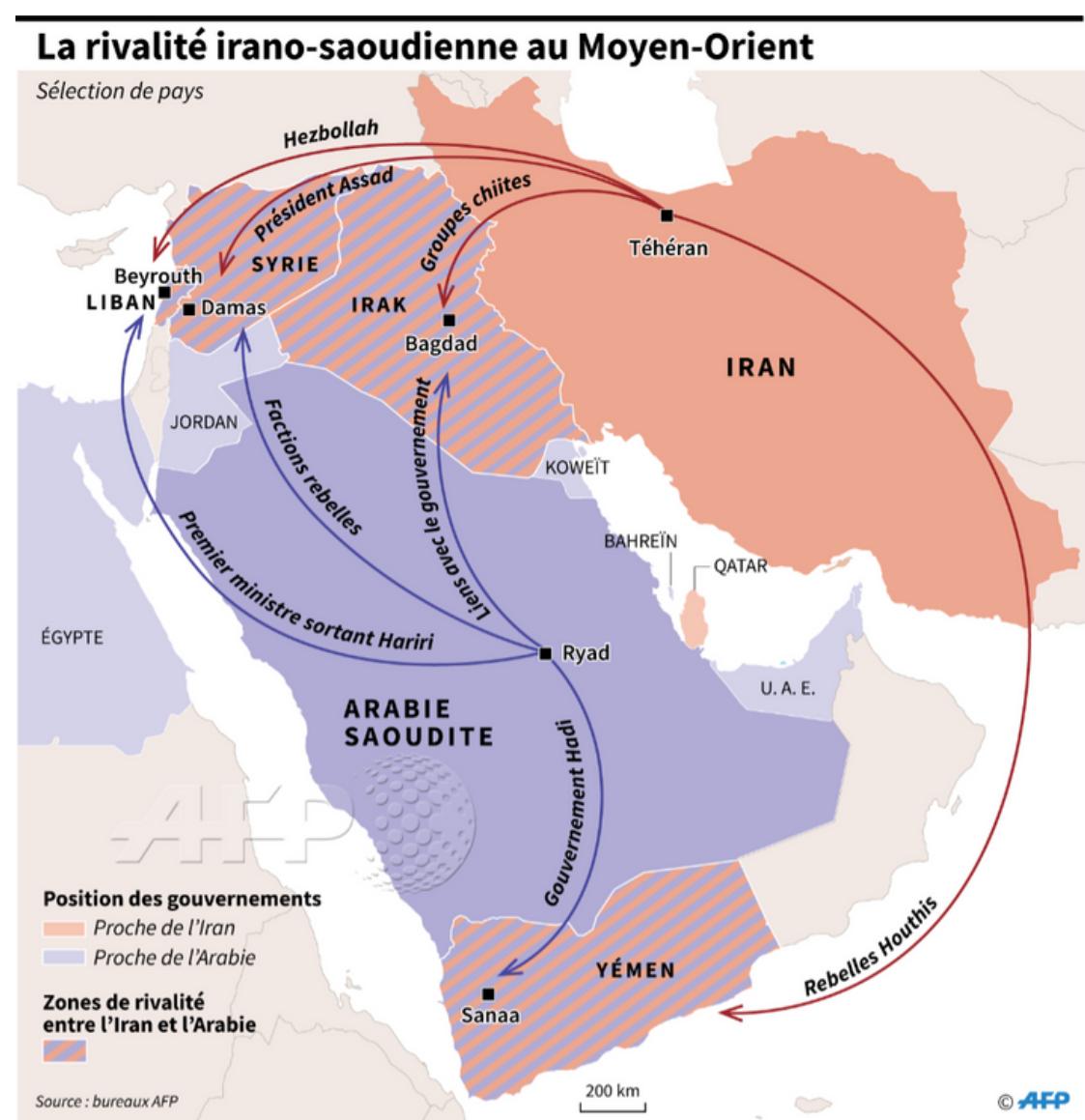
Le 17 juillet 2023, Erdogan déclarait : "Assad exige la sortie de la Turquie du nord de la Syrie, une telle chose ne peut pas arriver parce que nous combattons le terrorisme là-bas". Erdogan a déjà commencé à mettre son plan à exécution occasionnant des affrontements ponctuels et de nombreuses attaques de drones contre des militaires kurdes.

Historiquement, la Syrie faisait partie de l'empire ottoman, dont la Turquie est l'héritière. Erdogan a donc la volonté de se réaffirmer comme une puissance majeure. Son ambition est de s'imposer comme le superviseur des conflits de la région et comme le médiateur entre l'Occident et le Proche-Orient. Ses projets pour la région l'ont mené à coopérer avec Daesh dans leur objectif commun mais son appartenance à l'OTAN et au bloc occidental l'a mené à combattre Daesh via la coalition internationale, d'où la dualité de sa position.

## Le croissant chiite convoité par Téhéran

L'Iran est le plus grand pays à majorité chiite de la région. Les Iraniens se placent comme les défenseurs des peuples chiites dans le monde arabe. Outre leurs ingérences dans les affaires libanaises et yéménites, l'Iran a été présente durant tout le conflit au côté de Bachar al-Assad. Son but est la finalisation d'un croissant chiite sous son influence (voir la carte ci-contre). En Syrie, cette ingérence s'est manifestée par une aide militaire via ses milices, celles-ci ont notamment joué un rôle décisif dans la défense de Damas au début du conflit.

L'Iran possède de nombreux intérêts en Syrie. Al-Assad souhaite garantir une ligne d'approvisionnement logistique qui irait de l'Iran au Hezbollah (organisation paramilitaire pro-Iran présente au sud du Liban et en Syrie). Cette organisation frappe souvent les positions israéliennes. Ensuite, grâce à cette relation privilégiée, il garderait un allié de taille dans la lutte contre Israël, le clan Assad étant historiquement très hostile à Israël. Enfin, cela permettrait à l'Iran d'harceler les bases américaines en Syrie via des tirs de roquettes de soldats du Hezbollah. Ces attaques sont très régulières depuis la reprise des tensions au Proche-Orient.



## L'Occident, un simple spectateur ?

Au début du conflit, les pays du bloc de l'Ouest ont réagi par la neutralité. Cependant, suite à la répression des manifestations, ils ont commencé à agir de manière plus ou moins formelle afin de soutenir les rebelles. Pendant ce temps, les tentatives de résolution du conflit aux Nations unies ont été vaines à cause du veto systématique de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU.

Après les attentats de Paris du 13 novembre 2015, la menace que représentait l'Etat Islamique devenait trop présente. L'Occident s'est alors tourné vers une coalition internationale contre Daesh qui s'est traduit par un fort soutien aux kurdes syriens et à l'armée irakienne. Les forces américaines sont toujours présentes sur la partie nord de la Syrie (contrôlée par les kurdes) au motif de la lutte contre Daesh. Mais cette présence pourrait se terminer dans les années à venir lorsque al-Assad aura repris le plein contrôle de son pays.

Il y a ensuite Israël, le principal allié des Occidentaux dans la région, qui a mené des frappes contre les forces du Hezbollah présentes en Syrie. La Syrie est depuis toujours très opposée à Israël et les deux pays restent officiellement en guerre.

Plus récemment, la Syrie a apporté son soutien à l'opération "Déluge d'Al-Aqsa" menée par le Hamas contre les civils israéliens. Des tirs de roquettes s'effectuent régulièrement de part et d'autre de la frontière israélo-syrienne. Un processus de normalisation des relations bilatérales n'est pas à l'ordre du jour.

## Une guerre aux lourdes conséquences

Comme en témoigne la carte figurant à la page 4, le conflit a amené au morcellement de la Syrie en plusieurs sous-territoires contrôlés par des factions qui s'affrontent ou se tolèrent. Outre les Turcs qui progressent au Nord, les milices kurdes contrôlent aujourd'hui la partie nord de la Syrie.

### La question kurde

Les Kurdes sont une population indo-européenne, proche des iraniens, et pratiquant majoritairement l'islam sunnite. Leur population totale s'élèverait à 45 millions selon les estimations les plus hautes ; les estimations sont d'autant plus difficiles que le statut des Kurdes est plus que contesté à travers le monde. Au Moyen-Orient, le peuple kurde est principalement concentré dans quatre pays différents : la Syrie, la Turquie, l'Iran, et l'Irak.

En Syrie, où cette minorité ethnique représente 15% de la population, le régime de Bachar al-Assad a, depuis ses débuts, réprimé l'identité kurde. À travers une politique d'expropriation des terres détenues par cette minorité, et des déchéances de nationalité en masse (environ 120 000 kurdes ont perdu leur nationalité syrienne), la Syrie traite cette minorité comme des indésirables. Par conséquent, plusieurs groupes politiques se sont formés afin de répondre aux discriminations qui visaient la communauté kurde.

Le parti des kurdes syrien ou "*Parti de l'union démocratique*" (PYD) fut créé le 20 septembre 2003. Pendant près de 10 ans, le parti opéra secrètement en Syrie, en raison de la forte oppression imposée par le parti Baas sur ce mouvement. Il fallut attendre le Printemps arabe de 2011, et le début de la guerre civile syrienne, pour que le PYD revienne sur le devant de la scène.

Afin de mieux comprendre l'action du PYD depuis le début de la guerre, distinguons l'aspect politique de l'aspect militaire. Politiquement, le PYD est un ennemi du gouvernement de Bachar al-Assad, mais garde également ses distances avec les mouvements de résistance dans le reste du pays (dont l'organisme principal, le Conseil national syrien, est accusé de collaborer avec la Turquie, qui demeure toujours un ennemi de la cause kurde).



Sniper kurde

Source : Wikimedia Commons

C'est pourquoi, en novembre 2013, le PYD a établi son propre État séparatiste, la Fédération démocratique du Nord de la Syrie. Aussi appelé « Rojava », ce territoire est contrôlé en grande partie par le PYD, bien que d'autres mouvements politiques affiliés à des ethnies locales (arabes, assyriens, yézidis) soient aussi présents dans la coalition gouvernementale.

Depuis lors, les groupes affiliés au Rojava mènent une intense lutte contre leurs rivaux en Syrie, notamment le parti Baas et l'Etat islamique. Pour cela, ils s'appuient sur les Unités de protection du peuple (YPG), le bras armé du PYD en Syrie, des milices locales majoritairement composées de kurdes. Ces unités ont pour particularité de respecter une égalité des genres (du moins, en droit), puisqu'elles sont connues pour leur intégration de femmes parmi leurs rangs.

Les « peshmergas » (autre terme kurde qui désigne leurs combattants) des YPG disposent souvent d'un grand soutien de la part des pays occidentaux, et ont été financés par les Etats-Unis depuis le début du conflit syrien. En avril 2018, le général américain Jonathan Braga, directeur des opérations, déclare "*Il aurait fallu 60 000 GI's pour accomplir ce qu'ont réalisé les Forces démocratiques syriennes*", ce qui montre le rôle crucial qu'ont joué les kurdes dans la lutte contre Daesh.

L'avenir du Rojava et des kurdes dans la région est incertain. Avec une présence toujours plus accrue des forces loyalistes et turcs couplée à un effacement du soutien occidental. Il semble vain d'envisager une solution de long terme favorable aux kurdes.

## Le futur de la province d'Idleb

La province d'Idleb, qui se situe au nord-est de la Syrie (en vert sur la carte page 4), est le dernier bastion rebelle encore en conflit avec l'armée syrienne. La région est contrôlée par "Hayat Tahrir al-Cham", un groupe rebelle formé de la fusion de 6 groupes rebelles dont certains groupes salafo-djihadistes. Les rebelles y sont regroupés car, durant tout le conflit, ils ont signé des accords d'extradition vers la province d'Idleb afin de stopper le combat. Cela crée cette zone très particulière qui regroupe des rebelles de différentes affiliations.

Après plusieurs offensives des forces loyalistes, une zone démilitarisée a été instaurée mais les bombardements par l'aviation syrienne et russe sont quotidiens. Quels sont les scénarios possibles pour le futur de la région ?

- La vision syrienne : Assad aimerait finir la guerre civile et relocaliser ses troupes sur les autres zones contestées par les Turcs et par les Kurdes. Pour cela, il doit mener une ultime offensive pour récupérer la région. On peut supposer que la Syrie actuelle est encore trop faible pour mener cette offensive.
- La vision turque : la Turquie ne peut pas laisser Assad faire une offensive qui mènerait à un afflux massif de migrants. Ce fut notamment le cas avec l'offensive du régime syrien de décembre 2019 qui avait provoqué la fuite de 900.000 civils vers la frontière turque. Erdogan avait, à l'époque, répondu en plaçant son armée au sein même de la province. La région pourrait progressivement se faire incorporer dans le plan de la Turquie pour en faire une zone tampon. Cette solution nécessite d'éliminer les éléments djihadistes parmi les rebelles, afin de ne pas entrer en conflit avec son discours de lutte contre les terroristes.



Rebelles de Jaych al-Islam à Qasmya, dans la Ghouta orientale, le 30 janvier 2017, lors de la guerre civile syrienne  
Source : Wikimedia Commons

## Un déficit démographique et économique

Les réfugiés syriens représentent 13 millions de migrants, soit 60% de la population syrienne d'avant-conflit. La question des réfugiés syriens est au cœur des politiques européennes depuis plus de 10 ans. Elle a notamment été un moyen de pression pour la Turquie qui menaçait d'envoyer des centaines de milliers de réfugiés vers l'Europe.

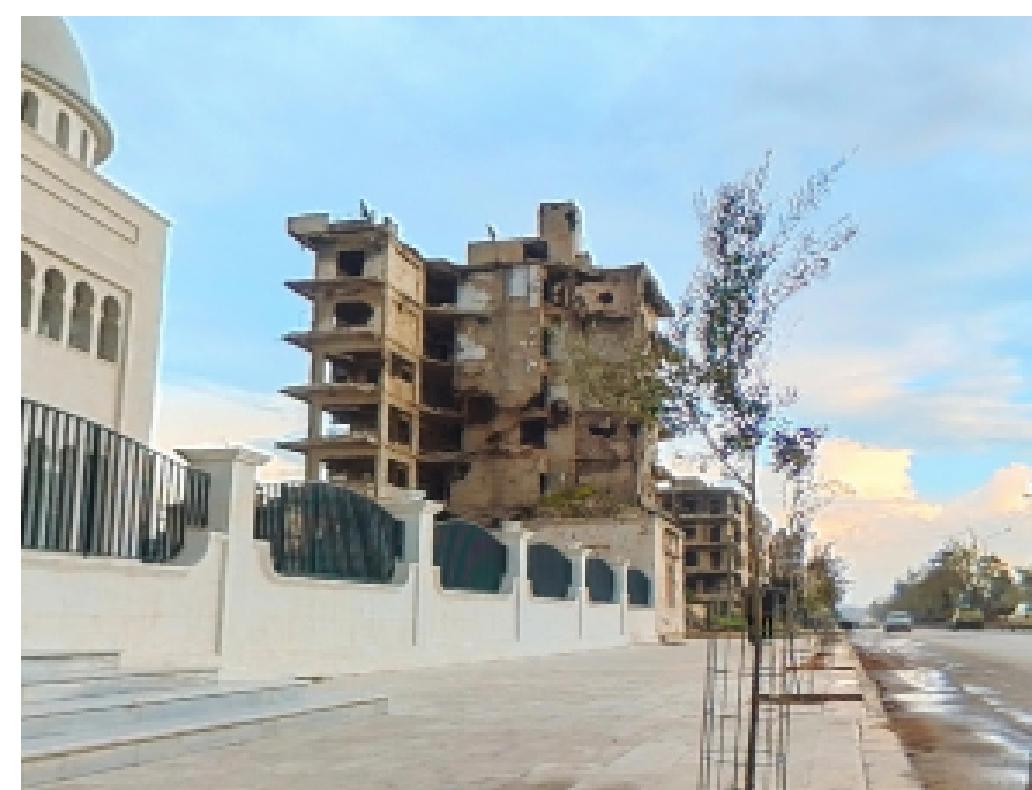
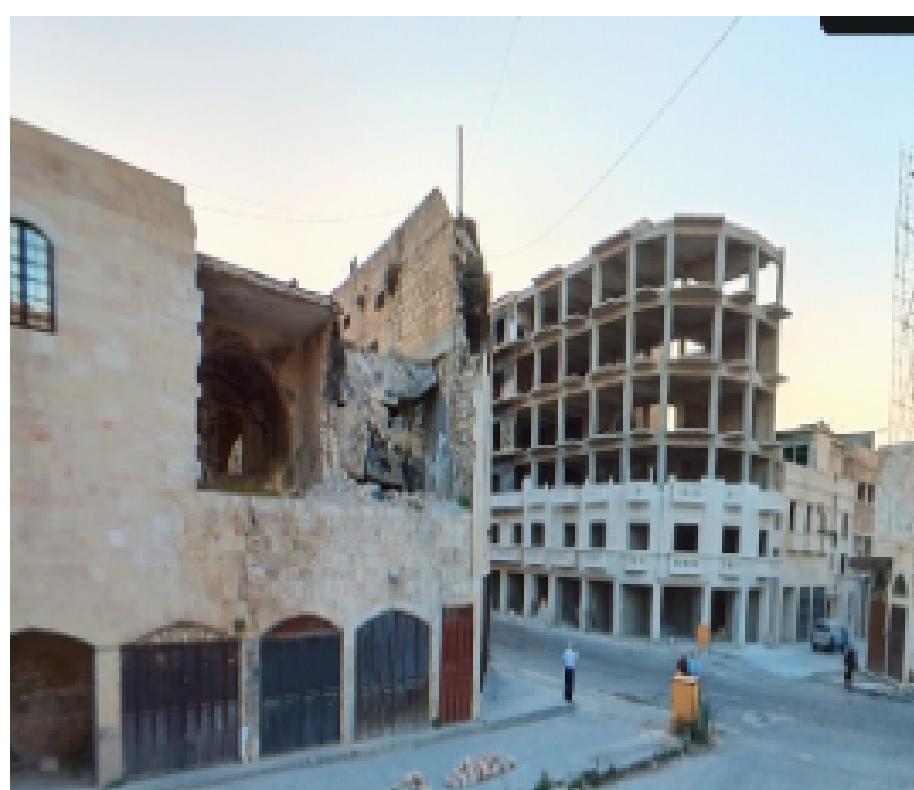
Ensuite, les réfugiés sont vus comme des traîtres par le régime. Les autorités locales rendent difficile les retours et continuent de pourchasser les opposants politiques. Jamil Hassan, le chef du Service de renseignement de l'armée de l'air syrienne a déclaré : "Une Syrie avec 10 millions de personnes fiables, obéissantes envers ses dirigeants est bien meilleure qu'une Syrie composée de 30 millions de vandales" (*Le Figaro*, 2018). Quant aux réfugiés, 50% ont déclaré qu'ils reviendraient en Syrie en cas de départ de Bachar al-Assad. Le rejet est à double sens.

De plus, l'État syrien n'a pas encore repris sa place, les services de base ne sont pas garantis, beaucoup d'infrastructures sont endommagées et le pays est toujours en proie à des escarmouches et des attentats. L'économie syrienne reposait surtout sur des secteurs primaires comme l'agriculture ou le raffinage de pétrole. Avec la guerre civile, la Syrie a été soumise à de lourds embargos et a perdu une bonne partie de ses champs pétroliers. De plus, la majorité des ressources du pays étant au nord de l'Euphrate, elles sont aujourd'hui contrôlées par les Kurdes.

La Syrie est considérée aujourd'hui comme un "narco-État" par les États-Unis. Selon la définition du Fonds monétaire international, un "narco-État" est un État dont "*toutes les institutions légitimes ont été pénétrées par le pouvoir et la richesse issus du trafic illicite de drogue*".

En effet, son économie repose en partie sur le trafic de captagon, une amphétamine. Cette drogue est produite dans des laboratoires clandestins puis exportée vers l'Arabie Saoudite, le principal pays consommateur. Le clan Assad est soupçonné d'être impliqué dans ce trafic : le frère de Bachar, Maher al-Assad, coordonnerait les réseaux de production. En septembre 2022, Les États-Unis ont annoncé la formation d'une nouvelle coalition internationale pour combattre les productions de drogues de synthèse.

Enfin, le secteur du tourisme a disparu : les sites archéologiques et culturels détruits par l'EI ou par les bombardements couplés aux nombreux pillages et trafics d'œuvres d'art ont sérieusement entamé le patrimoine historique de la Syrie. Ces pillages ont eu lieu sur l'ensemble du pays, peu importe l'occupant, car le recel d'œuvres d'art est un bon moyen de financer la guerre. Seul l'EI a fait une réelle propagande des destructions de sites. L'organisation a détruit de nombreux lieux antiques avec des explosifs et des bulldozers. Elle a par exemple détruit le site archéologique de Palmyre qui accueillait autrefois 150 000 touristes par an.



Photos Google Maps de juillet 2023 de bâtiments encore marqués par les combats à Alep

## La réhabilitation d'Assad dans les relations internationales

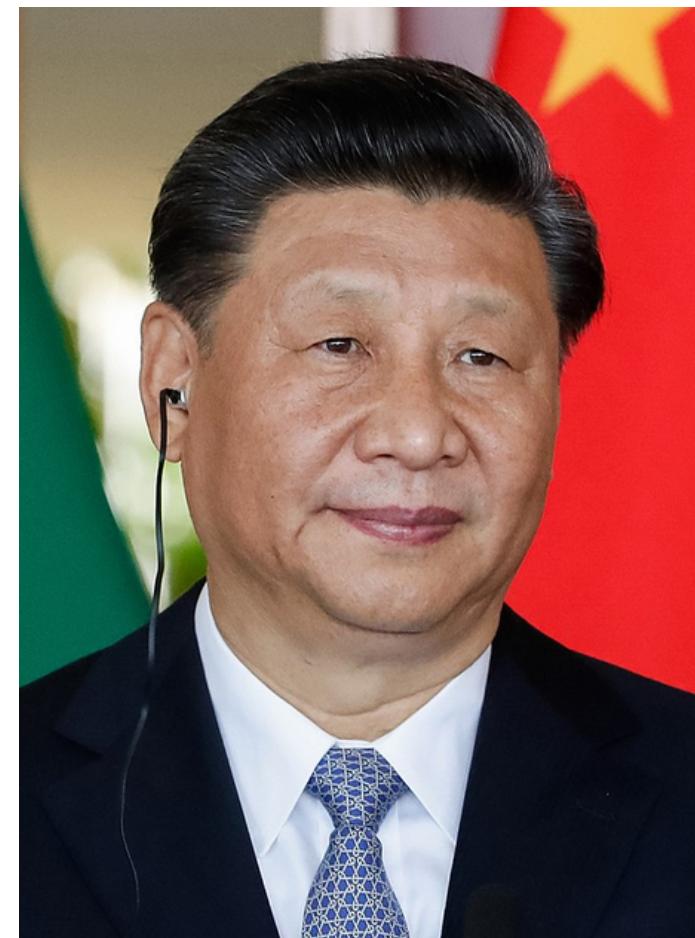
Devenu pays paria après la répression qui marqua le début de la guerre civile syrienne en 2011, la Syrie de Bachar al-Assad, exclue de la Ligue arabe, est mise au ban de la communauté internationale. Après de nombreuses années de vide diplomatique, la Syrie est réintégrée à la Ligue arabe et participe à la conférence du Caire le 19 mai 2023. Cette conférence symbolise le retour de la Syrie sur la scène diplomatique.

Mais Bachar al-Assad est également ouvert à de nouvelles relations : le 21 septembre 2023, il effectue un voyage diplomatique en Chine où il rencontre Xi Jinping. Son objectif est d'obtenir une aide financière afin de reconstruire les infrastructures de son pays. En revanche, son pays possède un intérêt limité pour la puissance chinoise puisqu'il ne se trouve pas sur les nouvelles routes de la soie.

Enfin, il est probable que les Occidentaux soient parmi les derniers à reprendre les échanges avec la Syrie de Bachar al-Assad. En effet, un rétablissement des relations reviendrait à renier 10 ans de politique anti-Assad et à renouer avec un allié de Poutine.



Bashar al-Assad  
Source : Wikimedia Commons



Xi Jinping  
Source : Wikimedia Commons

*Bachar prépare déjà son fils, Hafez Bachar al-Assad, âgé de seulement 22 ans, afin qu'il prenne la relève de cette présidence héréditaire d'ici une quinzaine d'années. La Syrie des Assad va faire face à de nombreux enjeux dans les prochaines décennies.*

*À l'intérieur de la Syrie, l'opposition syrienne est morcelée, de nombreux rebelles sont morts ou en exil et leur image a été sérieusement entachée par le salafisme djihadiste. Bien que des manifestations anti-Assad aient régulièrement lieu, il ne fait nul doute qu'Assad va continuer sa politique sans aucune concession. La question des millions de réfugiés syriens inquiète davantage à l'extérieur de la Syrie qu'à l'intérieur.*

*Treize ans de guerre sont passés mais la Syrie n'est toujours pas unie, entre les Kurdes au nord qui cherchent à faire sécession, les minorités du sud qui ont été les premières à se rebeller et l'islamisme qui reste présent dans la région.*

*À l'extérieur de la Syrie, le clan Assad devra sortir de sa marginalisation dans les relations internationales. Il va faire face à la convoitise de ses alliés qui vont vouloir récupérer des gains de leurs investissements. Ce conflit illustre également l'opposition croissante G7 - BRICS et met en exergue la dualité de la position turque au Proche Orient.*

# SOURCES

## Articles et Publications Académiques

- Tannous, M. (2022). La Syrie au-delà de la guerre. *Paris : Le Cavalier Bleu. Idées reçues*. ISBN 979-10-318-0435-4. Disponible à l'adresse: <https://www.cairn.info/la-syrie-au-dela-de-la-guerre--9791031804354-p-153.htm>
- Balanche, F. (2022). Syrie : un conflit gelé en trompe-l'œil. *Politique étrangère*. 2022. Vol. Été, n° 2, pp. 161-174. DOI 10.3917/pe.222.0161.
- Guidère, M. (2016). Daech en Syrie : origines et développement. *Les Cahiers de l'Orient*. 2016. Vol. 122, n° 2, pp. 47-64. DOI 10.3917/lcdlo.122.0047.
- Pichon, F. (2018). Enjeux et acteurs de la reconstruction en Syrie. *Les Cahiers de l'Orient*. 2018. Vol. 131, n° 3, pp. 153-162. DOI 10.3917/lcdlo.131.0153.
- « Présent et avenir de la Syrie », Études, 2020/1 (Janvier), p. 7-20. DOI : 10.3917/etu.4267.0007. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2020-1-page-7.htm>

## Articles de Presse et Médias

- La Provence. (2022). Captagon: comment la Syrie est devenue un narco-Etat. Disponible à l'adresse: <https://www.laprovence.com/article/france-monde/6954987/captagon-comment-la-syrie-est-devenue-un-narco-etat.html?id=6954987>
- Le Monde. (2023.) Bachar Al-Assad en Chine pour sa première visite depuis 2004. [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/21/bachar-al-assad-en-chine-pour-sa-premiere-visite-depuis-2004\\_6190296\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/21/bachar-al-assad-en-chine-pour-sa-premiere-visite-depuis-2004_6190296_3210.html)
- Le Point (2014). Syrie : un rapport impute à Damas des massacres à grande échelle. [en ligne]. [Consulté le 16 avril 2023]. Disponible à l'adresse: [https://www.lepoint.fr/monde/syrie-un-rapport-impute-a-damas-des-massacres-a-grande-echelle-21-01-2014-1782504\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/syrie-un-rapport-impute-a-damas-des-massacres-a-grande-echelle-21-01-2014-1782504_24.php)
- National Geographic. (2017). Les sites antiques endommagés et détruits par l'Etat islamique. [en ligne]. [Consulté le 16 avril 2023]. <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/les-sites-antiques-endommages-et-detruits-par-letat-islamique>
- RFI. (2023). Géopolitique - Syrie: la normalisation amorcée? [en ligne]. [Consulté le 20 juin 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/g%C3%A9opolitique/20230611-syrie-la-normalisation-amorc%C3%A9e>
- Kurdistan 24. (2023). U.S. Forming Global Coalition against Synthetic Drugs, including Captagon. [en ligne]. [Consulté le 1 juillet 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.kurdistan24.net/en/story/31800-U.S.-Forming-Global-Coalition-against-Synthetic-Drugs,-including-Captagon>
- France Inter. (2023). Les logiques de la guerre russe contre l'Ukraine sont-elles nées en Syrie ? [en ligne]. [Consulté le 29 juin 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/histoire-de/histoire-de-du-dimanche-19-fevrier-2023-7529353>
- L'Opinion. (2015). Turquie : Erdogan a développé une obsession quasi pathologique contre Bachar. <https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F%2Fwww.lopinion.fr%2F29-octobre-2015%2Fturquie-erdogan-a-developpe-obsession-quasi-pathologique-contre-bachar-29630#federation=archive.wikiwix.com&tab=url>
- Le Figaro. (2018). Syrie : la «réconciliation» au prix de l'effacement de la mémoire. <https://www.lefigaro.fr/international/2018/08/22/01003-20180822ARTFIG00227-syrie-reconciliation-intolerance-et-effacement-de-la-memoire.php>

## Reportages et Documentaires

- Arte. (2020). Syrie : dix ans de guerre - Le Dessous des cartes. Disponible à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=dPQnQwdn2ng>
- Arte. (2023). Syrie : Raqqa, la guerre d'après. [en ligne]. [Consulté le 1 mai 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=wcieA4U0jnl>
- Arte. (2023). La Ligue arabe et la Syrie : le clan Assad réhabilité – Le dessous des cartes – L'essentiel. [en ligne]. [Consulté le 11 mai 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=NmFy1qb-tLA>
- Boniface, P. (2019). Kurdistan syrien : vainqueurs et perdants. YouTube [en ligne]. [Consulté le 31 mai 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=hOFXDL5m7XE>
- Le Monde. (2020). Pourquoi la conquête d'Idlib est-elle si importante dans le conflit syrien. YouTube [en ligne]. [Consulté le 14 juillet 2023]. Disponible à l'adresse: <https://www.youtube.com/watch?v=h0wM3Pax0J4>